BIRMANIE

Aung San Suu Kyi va faire appel de sa condamnation en Birmanie

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi et l'Américain John Yettaw qui s'était invité chez elle en mai vont faire appel de leur condamnation, ont annoncé hier leurs avocats, alors que les verdicts de Rangoun continuent de susciter une vive indignation internationale.

La condamnation à une nouvelle période de résidence surveillée, prononcée à l'encontre de la lauréate du Prix Nobel de la paix, alimente un déluge de critiques acerbes contre le régime militaire birman, mais les quinze pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU se sont séparés mardi sans trouver d'accord sur une déclaration commune.

De nouvelles consultations étaient prévues hier à New York.

La Chine, principale alliée de la Birmanie, a appelé la communauté internationale à «respecter totalement la souveraineté de la justice birmane».

L'assignation à résidence de Mme Suu Kyi a été prorogée de 18 mois supplémentaires sur ordre du numéro un de la junte, le généralissime Than Shwe, qui a atténué une peine initiale de trois ans de réclusion et de travaux forcés, annoncée plus tôt par un tribunal. La figure de proue de l'opposition birmane a été reconduite dans sa demeure et, hier, la police et d'autres agents de sécurité bloquaient l'avenue menant à cet endroit, selon des témoins. Nyan Win, avocat de Mme Suu Kyi et porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a déclaré à l'AFP que l'équipe de défense de «La Dame» de Rangoun n'était «pas satisfaite» du jugement. «Nous pensons que ce jugement est totalement contraire à la loi», a dit Nyan Win qui, avec deux autres avocats, a rencontré pendant une heure Mme Suu Kyi à sa résidence. «Nous n'avons pas eu le temps de terminer la discussion» sur la procédure d'appel, a-t-il déclaré, ajoutant que l'équipe de défense de Mme Suu Kyi essaierait aussi d'obtenir jeudi une copie du jugement. Dans l'après-midi également, la LND a diffusé une déclaration dans laquelle elle «dénonce» la sentence contre sa dirigeante, qui «n'est pas conforme à la loi et va à l'encontre des droits de l'Homme».

Photos: DR

Aung San Suu Kyi, 64 ans.

Le texte appelle une nouvelle fois la junte à engager un dialogue et à libérer Mme Suu Kyi et les 2 100 autres prisonniers politiques.

Mme Suu Kyi, 64 ans, a été privée de liberté pendant 14 des 20 dernières années. L'opposition birmane est convaincue que sa nouvelle condamnation vise à l'écarter du paysage politique avant les élections controversées promises par la junte pour 2010.

«Nous arrivons maintenant à un point critique», a estimé le Premier ministre britannique Gordon Brown. «Devant une telle arrogance, ne rien faire reviendrait à conforter les ignominies d'une junte violente et répressive», a-t-il dit. Khin Maung Oo, avocat de M. Yettaw — ce mormon de 54 ans qui a bizarrement réussi à nager en mai jusqu'au domicile de l'opposante et a été condamné à sept ans de prison et de travaux forcés —, a également annoncé son intention de faire appel, «étape par étape», de la sentence sévère visant son client. Si nécessaire, a-t-il dit, «nous écrirons» à Than Shwe «pour que M. Yettaw soit expulsé» de Birmanie.

Le président américain Barack Obama s'est «joint à la communauté internationale pour appeler à la libération immédiate et sans conditions d'Aung San Suu Kyi». Il s'est également inquiété du sort de M. Yettaw.

La Thaïlande, en sa qualité de présidente en exercice de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean), a exprimé sa «profonde déception» au lendemain du verdict. La Birmanie est l'un des dix pays membres de l'Asean. Mercredi, dans un commentaire, le quotidien officiel de la junte, *The New Light of Myanmar,* s'est insurgé contre les étrangers qui "s'ingèrent dans les affaires intérieures d'autres pays".

Le journal a estimé que Than Shwe avait fait preuve d'une "grande considération" à l'égard de Mme Suu Kyi en commuant sa peine de prison en résidence surveillée.

ITALIE

Un simple SMS pour venir en aide aux Italiens en difficulté à l'étranger

Les Italiens séjournant à l'étranger peuvent, désormais, solliciter en cas de besoin et obtenir rapidement de l'aide là où ils sont, à travers l'envoi d'un simple SMS.

Mis en place par le ministère des Affaires étrangères (Farnesina) encollaboration avec Telecom Italia, ce dispositif permettra, en effet, à quelque 12 millions d'abonnés de cette entreprise, qui ont accepté que soient traitées leurs données personnelles, de se faire enregistrer sur les sites Internet du ministère et de recevoir toutes les précisions sur les modalités de mise en œuvre de ce spécial SMS.

La Farnesina serait, ainsi, en mesure d'apporter une aide «à temps» et avec une «grande efficacité» aux Italiens en vacances à l'étranger et qui se trouveraient en difficulté.

En aval, les personnes intéressées pourraient, en quelques clics, être renseignées sur les pays qu'elles envisagent de visiter et sur les risques éventuels auxquels elles pourraient y être exposées. Ce dispositif, dont la mise en œuvre s'est faite sans frais pour ceux qui désirent en bénéficier, a été lancé dans le cadre d'une campagne menée sous le slogan : «L'Italie est avec toi : pour que les Italiens se sentent chez eux même quand ils sont à l'étranger.»

CORÉE DU NORD

Ban Ki-moon va tenter de convaincre Pyongyang de reprendre les pourparlers à six

Le secrétaire général de l'organisation des Nations unies (ONU), M. Ban Ki-moon, en visite en Corée du Sud, a déclaré hier qu'il allait tenter "par tous les moyens" de convaincre la Corée du Nord de reprendre les négociations à six sur sa dénucléarisation, bloquées depuis décembre 2008. "Je vais essayer de parvenir à une avancée par tous les moyens, et j'ai des projets pour établir un contact direct avec la Corée du Nord si nécessaire", a souligné à Séoul M. Ban Ki-moon, cité par l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. "Rien n'a été décidé", a ajouté le responsable de l'ONU, sans donner plus de précisions. M. Ban Ki-moon, ancien chef de la diplomatie sud-coréenne, a déjà proposé de se rendre à Pyongyang pour tenter de débloquer le dossier nucléaire nord-coréen. La Corée du Nord s'est retirée de la table des pourparlers à six (deux Corées, la Chine, la Russie, les Etats-Unis et le Japon) visant la dénucléarisation de la péninsule coréenne, et ce après les sanctions adoptées par l'ONU à la suite de son tir de fusée en avril. Depuis cette date, Pyongyang a procédé à un deuxième essai nucléaire et des tirs de missiles, déclenchant une nouvelle résolution de l'ONU.

SYRIE

Une délégation de militaires US en visite en Syrie

Une délégation de militaires américains a entamé hier une visite à Damas pour des discussions avec les responsables syriens, axées sur les perspectives de coopération concernant des questions de sécurité régionale, selon une source diplomatique américaine. Selon cette source, les discussions entre la délégation américaine, avec à sa tête le général Michael Moeller, et les autorités syriennes "sont centrées sur les perspectives de coopération concernant des questions de sécurité régionale".

Frederic Hof, adjoint de l'émissaire américain pour la paix au Proche-Orient George Mitchell, fait aussi partie de la délégation, dont la visite à Damas est est la deuxième du genre en deux mois, à Damas. Ces entretiens syro-américains font suite à ceux tenus le 13 juin dans la capitale syrienne à l'occasion d'une précédente visite d'une délégation militaire américaine, la première du genre depuis 2004, selon les mêmes sources. A la suite de l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et la détérioration des relations syro-américaines, Damas avait interrompu la coopération en matière de sécurité avec les Etats-Unis.

La nouvelle administration américaine dirigée par Barack Obama a engagé des contacts diplomatiques avec la Syrie.

SOMALIE

Des hommes armés tuent 5 religieux pakistanais en Somalie

Cinq personnalités religieuses pakistanaises ont trouvé la mort hier au centre de la Somalie lors d'une attaque armée menée par des inconnus à Galkayo, ont indiqué des sources sécuritaires et policières. Selon Cheikh Mohamed Abdi Saïd, porte-parole d'une milice religieuse implantée dans le centre du pays, «cinq personnalités religieuses ont été tuées après avoir été attaquées par des inconnus armés». «Nous sommes en train d'enquêter», a-t-il ajouté. «Les 5 victimes étaient du Pakistan. Toutes les routes dans la zone ont été bouclées et nous traquons les tueurs», a déclaré, de son côté, un responsable de la police locale.